

# Coût de la crise - Pertes de 5 milliards de dollars de 2009 à ce jour

La Gazette - 26/10/12

5 milliards de dollars au minimum. Tel est le montant des pertes de revenus subies par Madagascar depuis le début de la crise.

L'estimation est de la Banque mondiale qui renoue avec son analyse économique trimestrielle « Madagascar Economic Update » dont nous reprenons ci-après l'intégralité de la section première intitulée « le contexte national : les coûts socio-économiques de la crise 2009-2012 ». L'analyse décrit ce que le pays et sa population vivent tragiquement au quotidien. Elle livre des chiffres pour permettre à chacun de se faire une idée de ce qui nous arrive au cas où on ne réaliserait pas encore la douloureuse réalité. Elle doit réveiller la conscience nationale, et plus précisément celle des politiciens de tous bords qui sont les premiers et les seuls responsables. 5 milliards de dollars, c'est l'équivalent de notre dette extérieure avant les aménagements internationaux (IPTE, MDRI). 5 milliards de dollars, c'est 4 fois le budget général de l'Etat malgache en 2008 qui est indiqué comme une année de forte croissance. Combien de logements, d'hôpitaux, de routes, de rizières ... auraient pu être construits avec ces 5 milliards de dollars ? Madagascar a déjà assez chèrement payé les divagations des politiciens. Les situations ci-après décrites par la Banque mondiale devraient aider les uns et les autres à se ressaisir. Touchons du bois ...

Sa

La crise politique qui perdure à Madagascar a imposé un lourd tribut à l'économie et la population, et en particulier sur les couches les plus vulnérables. L'économie est au point mort. La pauvreté a augmenté de façon alarmante. Les indicateurs sociaux se sont dégradés. La crise a mis un frein aux progrès vers les défis de longue durée que sont la faible gouvernance et l'Etat de droit. La capacité d'adaptation aux chocs exogènes (crise mondiale ou cyclones) est gravement compromise. Les infrastructures se sont détériorées. L'enlisement dans la crise se traduira inévitablement par une dégradation de la situation, avec des impacts sévères à court, moyen et long terme.

Des années de développement socio-économique perdues

1. Après trois ans et demi de crise politique, les indicateurs économiques et sociaux de Madagascar ont été gravement affectés. Parmi les conséquences de cette crise politique qui perdure, les dimensions suivantes sont particulièrement pertinentes:

- L'économie est au point mort: la croissance économique globale a stagné entre 2009-12. S'ajoutant à une importante croissance démographique, le revenu par habitant en 2012 a chuté pour atteindre son niveau de 2003;
- La pauvreté a augmenté de façon alarmante: selon les premières estimations, de 2008 à 2012, le pourcentage de population vivant sous le seuil de pauvreté (qui était déjà élevé avant la crise) pourrait avoir augmenté de 10 points, avec les effets les plus importants sur la période 2011-12 avec la persistance de la crise. En conséquence, et en combinaison avec la croissance démographique, nous estimons qu'il y aurait aujourd'hui près de 4 millions de personnes de plus qu'en 2008 qui sont passées sous le seuil de la pauvreté, plaçant ainsi Madagascar parmi les pays ayant les taux de pauvreté les plus élevés dans le monde. Ceci est en contraste avec un pays performant, comme le Rwanda, qui a réduit son taux de pauvreté extrême de 9 points de pourcentage par année au cours de 2006-11;
- Les indicateurs sociaux se sont dégradés : malgré des financements liés à la crise et injectés par les bailleurs de fonds dans les secteurs sociaux, le nombre d'enfants non scolarisés a augmenté de 500.000. La malnutrition aiguë chez les enfants demeure un problème grave, avec une augmentation de plus de 50 pourcent dans certaines zones. Cette situation hypothèque le bien-être des générations futures;

- La crise a mis un frein aux progrès vers les défis de longue durée que sont la faible gouvernance et l'Etat de droit : la recrudescence de l'insécurité, la mauvaise gouvernance de l'exploitation des ressources naturelles (telle que l'exploitation illégale de bois de rose), les progrès limités dans la lutte contre la corruption, et le problème de longue date lié à la faible transparence dans la gestion des ressources publiques sont devenus des enjeux dont l'urgence s'est accrue ces dernières années;
- La capacité d'adaptation aux chocs exogènes est gravement compromise: les risques actuels liés au contexte économique mondial, en particulier en Europe, augmentent la vulnérabilité de l'économie malgache, compte tenu de sa dépendance aux exportations et au tourisme. Le pays est aussi très vulnérable aux catastrophes naturelles — y compris les cyclones comme en 2008 et 2012. La crise politique est devenue un obstacle majeur qui empêche de faire face à ces chocs et de réduire leur impact.
- Les infrastructures se sont détériorées : en plus des dégâts cycloniques, de sévères coupes budgétaires au niveau des dépenses d'investissement et d'entretien se sont traduites par un état de dégradation croissant des infrastructures dans le domaine des routes, de l'énergie et de l'eau, compromettant ainsi le développement à moyen et long termes de l'économie Malgache;

La croissance économique qui aurait pu être ...

2. Madagascar dispose d'un potentiel économique considérable. Au cours des 15 dernières années, le pays a connu 5 années de crise politique à deux occasions distinctes, dont la plus longue s'étale sur la période 2009-12. Mais en dehors de ces années de crise, la croissance de Madagascar s'est élevée à hauteur de 5 pourcent par an en moyenne (en faisant abstraction du rebond post-crise de 10 pourcent en 2003). En se référant à cette croissance annuelle de 5 pourcent, plusieurs indicateurs donnent une idée de l'immensité des coûts de la crise actuelle:

- Le PIB de 2012 devrait se situer légèrement au-dessus du niveau de celui de 2008. Or, ce chiffre est inférieur de près de 18 pourcent à ce qu'il aurait été s'il avait suivi la progression moyenne de 5 pourcent par an. Pour la plus grande partie de la période depuis 2008, le PIB a été inférieur au niveau atteint cette année-là. Par conséquent, si le PIB actuel pour la période 2009-2012 était comparée à une alternative plausible de 5 pourcent de croissance annuelle, cela ferait ressortir une perte cumulée de revenus pour le pays d'environ US\$ 6,3 milliards, ou environ 60 pourcent du PIB annuel rien que pour les quatre dernières années.

- Une trajectoire de croissance alternative moins optimiste à cause de la crise mondiale : les années 2008-10 furent des années de crise mondiale, dont l'impact négatif sur l'économie malgache se serait fait sentir même en période politique normale. En supposant que cet impact aurait réduit la croissance du PIB malgache autour de 1 pourcent par an (un chiffre comparable à l'expérience d'autres pays d'Afrique subsaharienne), de sorte que le taux de croissance de Madagascar serait de 4 pourcent au lieu de 5 pourcent par an, la perte cumulative de PIB en raison de la crise politique interne reste énorme: environ US\$ 5,3 milliards jusqu'en 2012, soit environ 50 pourcent du PIB annuel.

- Chaque année sans croissance économique constitue une année de perte. Ces revenus ne pourront jamais être récupérés. Les coûts de perte de croissance resteront un héritage légué par la crise pour les années à venir. Si la crise continue, ces coûts ne feront que croître, et s'accroîtront probablement.

- Avec un taux de croissance démographique élevé à Madagascar, il y aurait aujourd'hui environ 2,5 millions de malgaches de plus qu'en 2008. Or depuis, l'économie s'est peu développée. En conséquence, le revenu par habitant a chuté à son niveau de 2003. En 2012, le revenu par habitant est environ de \$100 inférieur à ce qu'il aurait pu être dans le cadre d'une trajectoire de croissance normale, ce qui fait peser un très lourd

impact sur un pays dont le PIB par habitant est d'environ \$450. Madagascar, qui est un des pays les plus pauvres du monde, ne peut se permettre une telle perte brutale.

- Une plus forte croissance se serait traduite par une augmentation des recettes publiques. La perte de recettes publiques due à une faible croissance au cours des quatre années de la période 2009-12 s'élève à environ US\$ 1,5 milliard, tandis que la perte cumulative en matière d'aide des bailleurs de fond est de l'ordre de US\$ 2,3 milliards. Le total des deux chiffres (un montant cumulatif) représente près du tiers du PIB annuel. La chute de 40 pourcent de l'aide entre 2008 et 2010 par rapport au revenu national brut (RNB) de Madagascar contraste fortement avec une hausse modeste du ratio de l'aide au RNB pour les pays à faible revenu dans son ensemble. Tant que la crise politique perdurera, le niveau des recettes publiques et de l'aide des bailleurs de fonds ne pourra retrouver celui des années d'avant la crise.

Les conditions sociales à Madagascar ne peuvent s'améliorer pendant la crise

3. A ce stade, Madagascar n'atteindra pas les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015. En particulier, les OMD concernant la mortalité infantile, le taux net de scolarisation et le taux d'achèvement pour le niveau primaire, et surtout ceux concernant la pauvreté (alors qu'ils étaient estimés en 2007 être potentiellement réalisables), ne pourront plus être atteints à temps. En revanche, la région Afrique Sub-saharienne a atteint plus de 60 pourcent du progrès nécessaire pour atteindre d'ici 2015 les objectifs tels que la parité genre, le taux d'achèvement du primaire, l'accès à l'eau potable et l'extrême pauvreté.

4. La situation dans les secteurs sociaux est particulièrement alarmante. En se basant sur les chiffres de la croissance démographique, le nombre d'enfants à l'école primaire aurait dû augmenter d'au moins 500.000. Or, la situation actuelle illustre une diminution, en raison de facteurs multiples allant de la pauvreté accrue des ménages à la dégradation de la performance du système scolaire. De même, le secteur de la santé a été affecté par la fermeture de centaines de centres de santé. De même, la crise aggrave ou rend impossible à régler, des problèmes critiques de longue date, tels que des indicateurs de nutrition infantile extrêmement faibles par rapport au niveau de développement économique et social de Madagascar. En raison de la malnutrition chronique, 53 pourcent des enfants de moins de 5 ans sont en retard de croissance, taux parmi les cinq plus élevés dans le monde.

Les signes récents d'une croissance modeste ne constituent pas un motif de complaisance ...

5. Certains segments de l'économie ont commencé à manifester des signes de reprise: le tourisme; les activités des entreprises de zone franche; certains projets immobiliers commerciaux dans les centres urbains; des entreprises locales d'agro-business désormais à la recherche de marchés à l'export; la poursuite des grands projets d'investissements miniers, entrant bientôt en phase d'exploitation; ou les bénéfices temporaires générés par le cours élevé du prix des clous de girofle.

6. Mais il n'y a pas lieu d'être enthousiaste, et ce pour quatre raisons distinctes. Tout d'abord, ces germes de reprise ne contribuent pas à une reprise rapide de la croissance à grande échelle, dans la mesure où le taux de croissance économique global se situe toujours pour le moment autour de 2 pourcent. Deuxièmement, plusieurs de ces secteurs ne contribuent pas de manière significative à la recette fiscale, en partie en raison du régime fiscal qui leur est applicable, ou du fait de la faible application de ce régime fiscal.

Troisièmement, les obstacles majeurs à une croissance, même modeste, ne cessent de s'accumuler, notamment dans le secteur des infrastructures énergétiques et routières. Quatrièmement, il n'est pas certain que cette croissance limitée contribue à une réduction, même modeste, de la pauvreté. Cette croissance est non seulement trop faible, mais elle se situe dans des secteurs ayant peu d'effet sur la réduction de la pauvreté. Pour toutes ces raisons, les signes d'une reprise modeste ne constituent pas un motif de complaisance. Au contraire, elles signalent l'impératif d'une réconciliation politique, afin de permettre la reprise de la croissance économique et des efforts conséquents en vue de réduire la pauvreté.

... et il en est de même pour les perspectives à court terme dans le secteur minier

7. Dans moins d'un an, la croissance du PIB total devrait être boostée au-delà de 4 pourcent par an, et ce, grâce à quelques grands projets miniers. Il serait tentant d'annoncer une nouvelle ère de reprise de la croissance économique, mais il n'est pas garanti que ce soit le cas dans le sens ordinaire du mot. Bien qu'ayant des impacts dans la région d'activité des projets, dont certains sont positifs (création d'emplois, et une certaine contribution fiscale pour l'administration locale) et d'autres à risque (sur l'environnement), les activités d'extraction de ressources naturelles en définitive ne créeront qu'un nombre modeste d'emplois (environ 12.000 pour le plus grand projet, comparé à une population active de 13,5 millions). En outre, les revenus fiscaux, qui représentent souvent la principale contribution de l'exploitation minière à l'économie nationale au niveau global, prendront plusieurs années à se matérialiser, et ce, jusqu'au remboursement de la majeure partie des grands investissements. Le secteur minier représente une opportunité économique importante à Madagascar, mais les bénéfices des projets en cours et des projets à venir ne se feront ressentir que dans un avenir lointain, et dépendront également d'une résolution de la crise politique, d'un cadre macroéconomique et structurel adéquat et un renforcement significatif des institutions concernées.

L'économie fragile de Madagascar est exposée à d'importants risques exogènes

8. L'économie de Madagascar est très fragile et sa capacité d'absorption de nouveaux chocs est à son niveau le plus bas. Pratiquant une économie ouverte, Madagascar est vulnérable à tout ralentissement de l'économie mondiale. Le pays est particulièrement exposé aux développements au sein de la zone euro, par le biais de 80 pourcent de ses revenus du tourisme, 50 pourcent de ses exportations de marchandises, 15 pourcent de l'IDE, ainsi que par d'autres voies, ce qui représente une préoccupation importante. Selon nos estimations, un choc grave au niveau de l'économie européenne pourrait se traduire par une perte de croissance du PIB à Madagascar de l'ordre de 1,5 pourcent par an pendant deux ans. Le pays est aussi très vulnérable aux catastrophes naturelles dont les cyclones, les sécheresses et les inondations; on estime qu'un quart de la population, ce qui représente 5 millions de personnes, vit actuellement dans les zones à haut risque de catastrophes naturelles. En 2008, les cyclones ont provoqué des pertes économiques équivalentes à 4 pourcent du PIB et les premières estimations prédisent des pertes similaires pour 2012. La crise politique a exacerbé cette fragilité, et la capacité du pays à développer des mesures d'intervention publique, même partielles, est fortement réduite.

Les compressions budgétaires dans le domaine des infrastructures hypothèquent l'avenir

9. Les routes, l'accès à l'eau potable, et l'énergie resteront les éléments essentiels d'une croissance rapide à long terme, et dans ces secteurs, les compressions budgétaires ont été tout simplement spectaculaires.

Sur le long terme, les coûts futurs engendrés par le manque actuel de maintenance et de construction d'infrastructures publiques pourraient atteindre 1,5 pourcent à 2 pourcent de la croissance annuelle du PIB. Pour chaque année de crise supplémentaire, les coûts de reconstruction d'infrastructures dégradées ou non-entretenu ne feront qu'augmenter plus rapidement.

La voie à suivre...

10. Par conséquent, la crise politique est à l'origine d'énormes difficultés économiques et sociales, dans un pays qui, en même temps, possède un potentiel important mais dont les défis de développement existent depuis longtemps. Dans ce contexte, la capacité de l'État à répondre à ces défis, avec l'aide des acteurs non-étatiques et des partenaires au développement, a été fortement réduite. Dans une situation de ralentissement économique, de pertes de recettes publiques et d'aide, les autorités ont réussi à maintenir une stabilité budgétaire et monétaire, évitant ainsi des coûts supplémentaires, mais au prix de coupes importantes dans les investissements publics et les services sociaux pour assurer l'avenir de tous les citoyens de Madagascar. Mais la crise elle-même met également en péril le maintien de la stabilité macroéconomique: les grèves fréquentes, les revendications non satisfaites, et la pression continue de la part de groupes d'intérêts ne constituent pas un contexte dans lequel peuvent émerger et se maintenir des politiques de développement pertinentes.

11. Plus fondamentalement, Madagascar était déjà parmi les pays les plus pauvres du monde avant que cette crise ne survienne, et la crise n'a seulement fait qu'empirer la situation. Le pays se trouve dans un état de pauvreté tel qu'il ne pourra s'en extraire sans l'accélération d'une croissance économique inclusive. Mais les perspectives d'une telle croissance, ainsi que d'autres politiques et programmes de lutte contre la pauvreté, ont été gelés avec la crise. La crise est en train de détourner l'attention de cet ensemble d'enjeux cruciaux, et par conséquent hypothèquent le futur des citoyens malgaches. Du point de vue strictement relatif au développement, Madagascar a besoin qu'une solution politique à la crise soit trouvée dans les meilleurs délais. Toutefois, la solution doit garantir qu'une autre crise ne surgisse pas ultérieurement.

Source : [http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=26714:couts-de-la-crise-pertes-de-5-milliards-depuis-2009-a-ce-jour&catid=57:la-une](http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=26714:couts-de-la-crise-pertes-de-5-milliards-depuis-2009-a-ce-jour&catid=57:la-une)